



Conférence Ministérielle sur le Transport des Pays en Développement sans Littoral

Thème: *Processus d'Achgabat : Financer pour une Meilleure Connectivité*

15 - 16 août 2022, Zone touristique nationale d'Avaza, Turkménistan

**Session 2: Financer la connectivité des transports pour une reprise durable après la pandémie de COVID-19 - Questions clés et solutions
15 août 2022 (4:00 pm – 6:00 pm)**

Note d'information

I. Introduction

Les contraintes de transport et de connectivité qui découlent de leur géographie sont la principale source de vulnérabilité des pays en développement sans littoral. La pandémie de COVID-19, tout en affectant la connectivité au niveau mondial, a eu un impact particulièrement sévère sur le commerce et les connexions de transport des pays en développement sans littoral. Cela a entraîné une série d'impacts économiques, sociaux et sanitaires en cascade. Il est essentiel que les pays en développement sans littoral surmontent les obstacles à la connectivité des transports pour renforcer leur résilience et réaliser leurs aspirations de développement à long terme. Cependant, combler le déficit de financement des infrastructures pour parvenir à une connectivité sans faille des 32 pays en développement sans littoral dépend de la mobilisation d'investissements et de financements à grande échelle. Dans un contexte de contraintes généralisées en matière de ressources, il s'agit d'un défi considérable. Dans une étude réalisée avant la pandémie de COVID-19, le Bureau de la Haute Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLS) a estimé que, pour atteindre la moyenne mondiale de densité des réseaux routiers et ferroviaires, les pays en développement sans littoral devraient construire près de 200 000 km de routes revêtues et 46 000 km de voies ferrées, pour un coût d'environ 0,51 trillion de dollars. Le coût d'investissement pour la construction de cette infrastructure de transport serait de l'ordre de 2% du PIB sur une période de 20 ans. De même, au niveau mondial, le programme d'action d'Addis-Abeba a estimé que le déficit annuel d'infrastructures dans les pays en développement se situait entre 1 000 et 1 500 milliards de dollars. Compte tenu de la diminution des dépenses d'infrastructure pendant la pandémie, les besoins en ressources pour une connectivité sans faille des pays en développement sans littoral ont probablement augmenté de manière significative au cours des deux dernières années.

Le Programme d'action de Vienne reconnaît que le développement de tout pays est la responsabilité première du pays lui-même. Alors que les ressources nationales constituent un moyen plus durable de lever des fonds pour le développement des infrastructures, les pays en développement sans littoral ont une capacité limitée à répondre à l'ensemble des besoins de financement pour combler le déficit de financement du développement des infrastructures. Ils sont également confrontés à des contraintes de capacité dans leurs efforts pour améliorer la connectivité des transports. Il est donc nécessaire d'attirer des investissements et des financements de sources diverses. À cet égard, le renforcement des financements publics et privés nationaux, l'augmentation de l'aide publique au développement (APD), l'optimisation du rôle des institutions multilatérales de développement et de financement, la mise en place d'une coopération bilatérale, sous-régionale et régionale pour les projets d'infrastructure, l'augmentation des investissements directs étrangers, le renforcement de la coopération Sud-Sud et triangulaire, l'exploitation des transferts de fonds et le renforcement du rôle du secteur privé sont tous importants pour combler le déficit de financement des infrastructures auquel sont confrontés les pays en développement sans littoral et leurs pays de transit.

Il convient également d'explorer des mécanismes de financement innovants, notamment le recours aux partenariats public-privé (PPP), aux financements mixtes et aux obligations pour des infrastructures durables. Le renforcement des capacités pour attirer les investissements, en particulier pour le développement de projets bancables, est nécessaire, tout comme la création d'environnements propices à l'engagement et à la participation des secteurs public et privé aux investissements dans les infrastructures.

Objectif: Cette session explorera les questions clés et les solutions liées à toutes les sources possibles de financement pour soutenir l'amélioration de la connectivité des transports pour les pays en développement sans littoral. Cela inclut le public, le privé, les partenariats public-privé, l'aide publique au développement (APD), la coopération Sud-Sud et triangulaire et d'autres pratiques de financement innovantes. La session aura également pour objectif d'étudier comment renforcer les financements innovants dans le développement des infrastructures, en particulier les investissements privés.

Les questions clés à aborder sont les suivantes:

- *Dans un contexte économique mondial difficile, comment les pays en développement sans littoral peuvent-ils mobiliser efficacement les ressources nationales pour améliorer la connectivité des transports? Quelles sont les meilleures pratiques pour le financement d'infrastructures de transport durables et l'amélioration de la connectivité?*
- *Comment les pays en développement sans littoral et les pays de transit peuvent-ils tirer parti de l'investissement et du financement étrangers, y compris l'investissement direct à l'étranger (IDE), le financement de projets internationaux et l'APD, pour combler le manque de ressources pour le développement des infrastructures? Quelles sont les principales opportunités et les principaux défis concernant le rôle du secteur privé, y compris les partenariats public-privé, dans le financement de la connectivité des transports pour les pays en développement sans littoral? Comment les LLDC peuvent-ils capitaliser sur les opportunités et atténuer les défis?*
- *Comment les pays en développement sans littoral peuvent-ils renforcer la coopération Sud-Sud et triangulaire pour améliorer la connectivité régionale?*
- *Comment aider les pays en développement sans littoral à renforcer leur capacité à créer un environnement favorable à l'investissement durable dans l'amélioration de la connectivité des transports, y compris le développement de projets bancables?*